

JICA's WORLD

Le magazine de l'Agence japonaise de coopération internationale | www.jica.go.jp/french | Juillet 2018 Vol. 10 · N° 3

Une terre de promesses en pleine ascension

Afrique australe



.....SPÉCIAL : Afrique australe.....

Une terre de promesses en pleine ascension

L'Afrique australe dépasse ses problèmes de discriminations raciales et tire parti de ses ressources minérales et touristiques abondantes pour se développer tout en s'efforçant de faire naître un sentiment d'unité régionale.

Aujourd'hui, alors que plusieurs pays de cette région empruntent la voie de la prospérité, le Japon déploie une aide adaptée aux atouts et aux défis de chaque pays tout en respectant les idéaux de coopération mutuelle de la région.

Aide éditoriale : Yoichi Mine, professeur à l'École des hautes études internationales, Université de Doshisha

Photographie : Mika Tanimoto (Mozambique)

Vers une ère de prospérité mutuelle pour les pays de la région

Traversé par l'équateur, le continent africain, qui représente environ un cinquième de la surface terrestre mondiale, se trouve à cheval sur les hémisphères nord et sud. Le terme « Afrique » échoue à rendre compte de la grande diversité de cette région. Pour les Japonais, l'Afrique australe est une destination touristique prisée en raison de ses attractions naturelles telles que la faune sauvage du parc national Kruger, les spectaculaires chutes Victoria ou encore les dunes mystérieuses du désert du Namib.

Mais la région est inséparable de son histoire récente, celle de l'apartheid et de la ségrégation raciale. L'apartheid est une politique de discrimination raciale mise en œuvre en Afrique du Sud de 1948 à 1991. Ses lois divisaient les citoyens selon leur race sur le plan politique, économique et social, tandis que les droits des Noirs étaient bafoués. Nelson Mandela a dédié sa vie à la lutte contre l'apartheid et il est devenu président suite aux premières élections multiraciales organisées en 1994. Son travail en faveur de la réconciliation et de la coopération entre les races est connu de tous.

La Communauté de développement d'Afrique australe (CDAA)

a été créée en 1992 par divers pays de la région pour atténuer la pauvreté et améliorer le niveau de vie. Elle a succédé à la Conférence de coordination pour le développement de l'Afrique australe formée en 1980 sans l'Afrique du Sud. Le professeur Yoichi Mine, de l'École des hautes études internationales à l'Université de Doshisha, au Japon, explique : « Le gouvernement blanc d'Afrique du Sud, sous l'apartheid, a assujéti les pays voisins par la pression économique et militaire, et ces pays se sont unis pour s'en libérer ».

L'Afrique du Sud a rejoint la CDAA en 1994, après l'abolition de l'apartheid et l'instauration de la démocratie dans le pays. Selon le professeur Mine : « L'année 1994 a été un tournant pour l'Afrique australe. L'Afrique du Sud n'étant plus un ennemi, la CDAA pouvait dorénavant promouvoir le développement en tant que zone économique unifiée ». En partie à cause de son histoire, marquée par la colonisation par les Blancs, l'Afrique du Sud avait des liens étroits avec les entreprises européennes et américaines qu'elle a exploités pour devenir un moteur de la croissance économique, non seulement en Afrique australe, mais sur tout le continent africain. Pour tirer parti de cet élan afin de parvenir à une prospérité mutuelle dans la



région, il faut que les pays développés coopèrent de manière globale en tenant compte du développement régional.

Une coopération respectueuse de la diversité et du consensus

L'Afrique australe se caractérise par le niveau relativement avancé de ses infrastructures manufacturières et industrielles. Simultanément, les pays qui composent cette région disposent d'autres atouts et caractéristiques. Par exemple, la Zambie, le Botswana et l'Angola ont des ressources minérales abondantes. La clé de leur future croissance économique réside dans l'acquisition de technologies et d'expertises pour promouvoir le développement durable de ces ressources. La Namibie, Madagascar et Maurice sont devenus des destinations touristiques prisées et ils doivent donc lier la croissance de leur industrie touristique au développement local. L'Afrique du Sud tient quant à elle une place importante sur le plan des affaires. De nombreuses entreprises japonaises y mènent des activités et le pays tient le rôle de plateforme commerciale dans la région.

Pour donner à chaque pays de la région les moyens d'exploiter

ses atouts, le Japon envoie des experts et organise divers programmes de formation à travers son aide publique au développement (APD). Par ailleurs, la coopération est aussi un moyen essentiel pour résoudre certains problèmes spécifiques. La famine à grande échelle qui a frappé le Malawi, le Zimbabwe et d'autres pays suite aux sécheresses récurrentes depuis 2015 a marqué durablement les esprits. De plus, l'Afrique australe subit encore les conséquences dramatiques de l'épidémie de VIH/sida. L'amélioration de la « qualité du développement » va devenir la clé de voûte des futurs efforts de coopération. Cela comprend la promotion de l'agriculture dans les zones où les précipitations sont instables, l'amélioration de la santé et la résolution des problèmes urbains, mais aussi la prise en compte d'autres facteurs irréductibles à des indicateurs économiques.

La septième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 7) aura lieu à Yokohama l'année prochaine. Ce numéro vous propose de mieux comprendre le dialogue entre les pays d'Afrique et le Japon et d'en apprendre un peu plus sur les caractéristiques régionales et la diversité de ce continent, et plus particulièrement de l'Afrique australe.

Un arc en ciel de promesses qui éclaire l'avenir

L'Afrique du Sud, qui a la réputation d'être le « moteur de l'Afrique », génère 20 % du produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique subsaharienne. La formation de ressources humaines de haut niveau aptes à soutenir l'industrie est essentielle non seulement pour le développement de l'Afrique du Sud, mais aussi pour l'Afrique australe et le continent africain dans son ensemble. Le Japon soutient l'introduction de programmes de formation pour renforcer les compétences pratiques des jeunes qui écriront l'avenir de l'Afrique.

Photographie : Akihito Yoshida



Des élèves fabriquent un camion miniature pour se familiariser avec l'identification de problèmes sur le lieu de travail. Le camion s'inspire d'un modèle utilisé par Nissan pour les formations organisées dans son usine de Pretoria.



De la division à l'harmonie : Un pays qui surmonte ses contradictions pour devenir plus fort

« La nation arc-en-ciel ». Ce surnom donné à l'Afrique du Sud symbolise une société où les ethnies et les races coexistent en paix. Mais la route menant à cette société idéale est cependant loin d'être paisible. À partir du 17^e siècle, Hollandais et Britanniques ont, les uns après les autres, débarqué en masse et colonisé cette terre fertile habitée par les Africains noirs. Après avoir conquis son indépendance au lendemain de la deuxième guerre mondiale, l'Afrique du Sud a instauré l'apartheid et son lot de ségrégations restreignant les droits de certains citoyens en raison de leur race. Après la guerre froide, en 1991, l'abolition de toutes les lois discriminatoires a marqué une étape majeure. En 1994, Nelson Mandela, chef de file de la lutte anti-apartheid, a été élu président. Avant cela, Mandela a été prisonnier politique pendant 27 ans, soit le nombre d'années écoulées depuis l'abolition des lois discriminatoires. Le parcours de l'Afrique du Sud en tant que « nation arc-en-ciel », où divers groupes apprennent à vivre ensemble, ne fait que commencer.

Au lieu d'exercer une ségrégation à l'égard des Blancs, l'administration Mandela a choisi la voie de la coexistence. Ainsi, le pays a repris les fondations industrielles posées par les Blancs, notamment les infrastructures et les technologies scientifiques, pour en faire profiter l'ensemble des citoyens. Le développement actuel du pays repose encore largement sur l'utilisation de propriétés léguées par les Blancs. Mais l'héritage négatif de cette période perdure également ; les disparités sociales, en particulier entre les races, sont manifestes.

Durant l'apartheid, de nombreux Noirs et d'autres populations de couleur n'ont pas eu la chance d'aller à l'école, ce qui se traduit, aujourd'hui encore, par de graves inégalités en matière de niveau d'éducation entre les groupes raciaux. En particulier, l'Afrique du Sud a longtemps été en bas des classements mondiaux pour l'enseignement des mathématiques et des sciences (selon les études du Forum économique mondial). Pour aider l'Afrique du Sud à remédier à ce problème, le Japon apporte son soutien à la restructuration des programmes de mathématiques et de sciences dans l'éducation de base.

Le manque de capacités à résoudre les problèmes sur le lieu de travail constitue un autre problème. Mamoru Iida, conseiller de la JICA auprès du département de l'éducation supérieure et de la formation (DESF) explique : « Les vieilles méthodes d'apprentissage mettant l'accent sur le bachotage et le par cœur sont encore très répandues, c'est pourquoi de nombreux jeunes ont du mal à identifier les problèmes par eux-mêmes et à chercher les moyens de les résoudre logiquement ».

Mahlubi Mabizela, directeur chargé des politiques d'éducation supérieure au DESF, estime quant à lui que les inégalités, la pauvreté et le chômage constituent les trois grands défis que le pays doit surmonter. « Notre pays doit développer des ressources humaines ayant des compé-



Mahlubi Mabizela, directeur chargé des politiques d'éducation supérieure au DESF, veut approfondir les liens avec le Japon et renforcer les échanges de personnel.

tences pratiques et capables de penser par elles-mêmes. Si ces personnes sont en mesure de réussir sur le lieu de travail et d'entreprendre leur propre entreprise, cela favorisera le développement de notre pays et la résolution de ces trois problèmes qui affectent notre société ».

Le projet d'amélioration de l'employabilité (PAE), initié dans les universités de technologie à travers le pays, vise à améliorer les compétences pratiques qui peuvent être utilisées dans la société par les jeunes en Afrique du Sud et à leur offrir des opportunités éducatives favorisant une réflexion indépendante.

Changer les perspectives et les modes de pensée par le développement des ressources humaines afin de mobiliser la société

Dans les zones urbaines d'Afrique du Sud où l'industrie prospère, six universités de technologie forment les ressources humaines qui soutiendront les industries du pays, de l'éducation à la haute technologie en passant par le tourisme. Le but du PAE est d'aider ces six universités de technologie, ainsi que l'Université de Johannesburg, à faire émerger de nouveaux membres actifs de la société aptes à résoudre des problèmes en proposant des programmes de formation courts aux étudiants.

Nous avons visité l'Université de technologie de Tshwane (UTT), le premier institut d'Afrique du Sud à mettre en œuvre le PAE. « Tshwane » est le nom de la zone métropolitaine où se trouve Pretoria, la capitale administrative de l'Afrique du Sud. Avec plus de 64 200 étudiants, UTT est la plus grande université de technologie d'Afrique du Sud. Elle a introduit le PAE principalement dans ses départements des sciences et de l'ingénierie, et les premiers résultats commencent à voir le jour.

Le vice-recteur adjoint, le professeur Stanley Mukhola, a observé un net changement d'attitude parmi les étudiants ayant participé au PAE : « Les étudiants ayant développé le sens des responsabilités en apprenant le travail d'équipe par la formation sont de plus en plus nombreux. J'espère faire du PAE un cursus obligatoire pour tous les étudiants afin que nous puissions développer non seulement les ressources humaines attendues par le monde industriel d'aujourd'hui, mais aussi les ressources humaines qui dirigeront l'industrie dans dix ans ».



Le professeur Stanley Mukhola, vice-recteur adjoint de l'Université de technologie de Tshwane (à gauche) et Esau Motaung, directeur chargé de l'éducation coopérative, ont pris la tête du PAE.



De nombreux jeunes effectuent leurs études à l'Université de technologie de Tshwane. Les universités de technologie d'Afrique du Sud sont nées des écoles techniques, l'une de leurs premières missions consiste à développer des ressources humaines qui joueront un rôle actif dans le secteur industriel.



Esau Motaung, directeur chargé de l'éducation coopérative, affirme que le PAE changera la manière dont les étudiants voient les choses tout en leur permettant d'avoir une réflexion logique et d'organiser leurs pensées. « Le changement d'attitude des étudiants et cette nouvelle capacité à identifier et résoudre les problèmes vont leur ouvrir de nombreuses portes », déclare-t-il. « À l'avenir, j'espère travailler avec les entreprises qui les embaucheront, bénéficier de leur retour et continuer à renforcer cette initiative ».

Les universités de technologie d'Afrique du Sud ont instauré un programme dit d'Apprentissage en milieu de travail (AMT). L'objectif de ce programme est d'encourager une transition fluide entre les études et la vie professionnelle en proposant aux étudiants des stages en entreprise avant et après les cours à l'université. Le PAE est conçu comme une étape vers la mise en place de l'AMT, et ses activités sont en partie financées par le Fonds national pour la formation. L'ensemble du pays encourage ce mouvement visant à améliorer les compétences professionnelles des jeunes qui entrent sur le marché du travail.

Acquisition de compétences pratiques par des expériences sur le terrain

Situé sur la côte de l'océan Indien, à environ une heure d'avion de Pretoria, Durban est la deuxième ville d'Afrique du Sud. Elle abrite un port commercial stratégique ainsi qu'un centre de production industrielle majeur regroupant de nombreuses usines. L'Université de technologie de Durban accueille 27 000 étudiants répartis sur plusieurs campus situés non seulement à Durban, mais aussi à Pietermaritzburg, capitale de la province de KwaZulu-Natal.

Lorsque nous avons rendu visite au professeur Jay Paramanund, qui travaille à l'université en tant que coordinateur du PAE, le programme venait tout juste d'être proposé aux étudiants de première année du département d'éducation coopérative. Après avoir expliqué des concepts de gestion fondamentaux, comme le cycle PFVA, Paramanund a aligné un grand nombre de pièces détachées devant les étudiants. Il les a divisés en trois groupes et leur a demandé de désigner un chef et un responsable de l'inventaire. « Maintenant, j'aimerais que vous fabriquiez un véhicule », a-t-il annoncé. Les pièces alignées dans la classe étaient en fait les parties d'un camion miniature. Chaque groupe était supposé être une « usine » capable de fabriquer un véhicule.

Chaque groupe a relevé le défi de manière différente. Par exemple, un groupe a commencé à débattre tandis qu'un autre a préféré dès le départ se diviser en équipes. La gestion des pièces détachées a également été gérée de manière différente, par petits groupes ou collectivement, pour rassembler les parties et constituer les stocks. À voir les étudiants s'amuser tout en travaillant avec un manuel d'assemblage à la main, on

en aurait presque oublié qu'il s'agissait d'un cours d'université. Pendant que les étudiants s'activaient, Iida, expert de la JICA, nous a confié : « Il y a un piège dans le manuel. Certaines instructions sont trop difficiles à suivre ».

Une fois l'assemblage terminé, Paramanund a demandé aux étudiants de lui apporter les camions. C'est là que le contrôle qualité entre en jeu. Les camions des différents groupes avaient divers défauts, tels que des pneus pliés ou des carrosseries tordues. Plusieurs points auraient également posé problème sur un véritable lieu de travail, notamment les pièces en trop non utilisées. Le but du PAE est de donner aux étudiants les outils pour noter ces problèmes et les laisser réfléchir à la manière de les aborder.

Rie Shinozaki est une experte de la JICA employée par World Business Associates Co., Ltd. Elle travaille sur le PAE avec Iida et se rend dans les universités pour donner des instructions sur le programme. Selon elle : « En recommençant l'exercice d'assemblage deux ou trois fois, les étudiants commencent à avoir leurs propres idées et à obtenir des produits mieux finis avec une efficacité plus élevée. Cela passe notamment par le nettoyage du bureau qui leur sert de zone de travail et la création d'une ligne d'assemblage ». Le fait de penser de manière autonome plutôt que de suivre aveuglément des instructions, comme lorsque les étudiants s'éloignent du manuel après y avoir découvert le piège, change le comportement des jeunes sur leur lieu de travail.

Après notre visite de l'Université de technologie, nous avons emprunté l'autoroute reliant Pietermaritzburg à Durban. L'autoroute, bien construite, est équipée de deux, voire trois voies dans chaque sens de circulation. Les grappes de petites et moyennes usines rappellent le paysage des zones industrielles du Japon. Dans cette région, nous avons visité une entreprise ayant embauché plusieurs étudiants de l'Université de technologie de Durban.

Bongiwe Sithole, responsable des ressources humaines au sein du groupe Duys Engineering, est très satisfaite de ses employés passés par



Bongiwe Sithole (à gauche) apprécie grandement les capacités pratiques des étudiants qui ont participé au PAE. Son entreprise fabrique des pièces détachées de moteurs pour Toyota, Nissan, et d'autres marques.

le PAE. « Ils ont une forte capacité à comprendre le but de chaque tâche et sont désireux de contribuer à l'amélioration de leur lieu de travail. Ils se démarquent ainsi nettement des autres entrants sur le marché du travail. Ce serait formidable pour la société si, grâce à ce programme, les jeunes Noirs et autres personnes de couleur (note de l'éditeur : les métisses, descendants d'immigrés d'Asie du Sud-Est, etc.) étaient embauchés et excellaient dans des emplois que les anciennes générations n'auraient même pas imaginés. Tous ces jeunes sont porteurs d'une lueur d'espoir pour la société sud-africaine ». Sithole, qui a été élevée dans une famille où l'éducation était primordiale, n'a pas caché les fortes attentes qu'elle place dans ces nouveaux diplômés et ces jeunes qui suivent une formation pratique.

Diffusion de l'apprentissage des compétences professionnelles dans les pays voisins

De retour à l'Université de technologie de Durban, nous nous sommes entretenus avec des professeurs qui, sous la direction de Paramanund, mettent en œuvre le PAE sur le campus de la ville. Le professeur Nee Sobantu Ntola, du département de chimie de la Faculté des sciences appliquées, nous a confié : « Lorsque nous avons mis en place le PAE dans notre département, l'un des étudiants m'a demandé : "Est-ce quelque chose que nous devrions faire en cours de chimie ?". Mais à la fin du premier jour de classe, ce même étudiant m'a dit "j'ai hâte d'être à demain". Ce programme est très enrichissant pour les étudiants, quel que soit leur domaine ». Shanaz Ghuman, du département d'étude sur la santé communautaire, souligne pour sa part : « De manière générale, un certain nombre de compétences clés sur le lieu de travail, comme la bonne exécution d'une tâche ou la gestion du temps, ne sont pas enseignées à l'école. Quand j'étais enfant, j'ai acquis ces compétences en aidant dans l'entreprise de mes parents, mais des opportunités comme celles-là sont rares aujourd'hui. Pour de nombreux jeunes, le PAE représente une chance unique d'acquérir des compétences pratiques ».

Thami Dlamini, qui a participé au PAE dans le cadre de l'AMT avant d'effectuer un stage, se souvient de ses premières impressions : « Avant la formation, je n'imaginai même pas ce que pouvait signifier "adaptabilité professionnelle". Les compétences que j'ai apprises en participant au PAE sont non seulement essentielles sur le lieu de travail, mais elles sont applicables et très utiles dans la vie quotidienne ».

Jusqu'à présent, nous nous sommes attachés au côté positif, mais la situation de l'emploi en Afrique du Sud est désastreuse. À 26,7 %, le taux de chômage du pays est l'un des plus élevés au monde, et parmi les jeunes, ce taux atteint près de 40 % (selon le Bureau national de la statistique pour le premier trimestre 2018). Le taux de chômage est particulièrement élevé parmi les Noirs et les autres populations de couleur qui n'ont pas eu la chance d'obtenir une éducation. D'un autre côté, si la situation éducative de ce groupe s'améliore et que ses membres deviennent des ressources humaines d'exception, il pourrait donner un formidable coup d'accélérateur à l'économie sud-africaine.

Selon Iida : « Le développement économique joue un rôle moteur dans la résolution des problèmes sociaux et l'amélioration du niveau de vie des individus. Avec un meilleur niveau de vie, les enfants bénéficieront plus facilement d'une éducation et des ressources humaines de haut niveau émergeront de la société, ce qui stimulera en retour le développement économique. La formation de travailleurs d'exception sera un élément décisif pour initier un cycle de croissance et mener à bien la politique économique nationale à l'horizon 2030 ».

Le directeur du DESF, Mahlubi Mabizela explique : « Huit pour cent des étudiants des universités sud-africaines viennent de pays voisins d'Afrique australe. De plus, des activités de coopération ont été menées à travers le PAE à l'Université des sciences et technologies de Namibie. Pour contribuer au développement de l'Afrique australe, il est absolument essentiel d'améliorer la qualité de l'éducation dans notre pays et de former des ressources humaines d'exception ». « Certaines parties de l'Afrique du Sud se développent, mais elles rencontrent les mêmes problèmes de pauvreté que d'autres pays d'Afrique, en particulier dans les zones rurales », précise Iida. « La résolution des problèmes de l'Afrique du Sud sera non seulement utile à notre pays, mais aussi à d'autres ».

Dans de nombreuses cultures et religions de par le monde, l'arc-en-ciel est un symbole d'espoir, de prospérité et de coexistence pacifique. Avec ses 11 langues officielles, la nation arc-en-ciel s'est engagée sur la voie de l'harmonie entre les races et les ethnies. Sa prospérité sera une bonne nouvelle pour l'avenir de l'Afrique.



L'équipe chargée de la promotion du PAE au sein de l'Université de technologie de Durban : Rie Shinozaki (deuxième rang à gauche), Mamoru Iida (deuxième rang à droite), et Jay Paramanund (premier rang à droite).



Exemplaire du certificat remis aux participants du PAE. La liste des compétences acquises au dos sert de référence aux dirigeants.

Protéger les forêts et les moyens de subsistance par des formations ouvertes à tous

À Madagascar, avec la croissance démographique, la déforestation s'accélère. La dégradation des terres qu'elle occasionne met en péril les moyens de subsistance et les activités de production. Dans cet article, nous examinons de près les mesures visant à résoudre ce problème en donnant des compétences techniques aux résidents à travers des formations ouvertes à tous.



Dans la langue locale, le sol issu des glissements de terrain et des éboulements est appelé « lavaka » (photo en médaillon). Les résidents participent à des formations pratiques et apprennent à fabriquer des clôtures pour prévenir ces phénomènes.

De la « charité » au « développement participatif »

Madagascar, dont la superficie équivaut à 1,6 fois celle du Japon, abrite une faune et une flore regroupant près de 250 000 espèces, dont 80 % sont endémiques. Mais dans ce pays connu pour la richesse de son écosystème, les arbres disparaissent. Cette déforestation est imputable à la multiplication des terres agricoles et à la culture sur brûlis associées à la croissance démographique, ainsi qu'à l'utilisation du bois comme combustible. La végétation des montagnes, en particulier dans les Hautes Terres du Centre, se raréfie de plus en plus et la terre s'effondre partout, provoquant des « lavakas », signifiant « trous » dans la langue locale.

La plupart des habitants de cette région montagneuse vit déjà dans la pauvreté. Les sédiments qui ruissent des montagnes à cause des *lavakas* recouvrent les terres agricoles, les sources d'eau et les routes, empêchant les résidents de se livrer à la riziculture ou à d'autres activités de production rémunératrices. La plus grande partie des sédiments s'écoule dans les cours d'eau et atteint même les districts rizicoles situés plus en aval.

Depuis 2012, la JICA réalise des projets menés par les résidents dans les régions d'Alaotra-Mangoro et Bongolava, dans les Hautes Terres du Centre, afin d'encourager la conservation des sols et de développer un système visant à améliorer les moyens de subsistance. « L'aide classique des autres donateurs consistait principalement à donner de l'argent pour la

conservation des sols et les activités de reboisement des résidents dans certains endroits », explique Hiroko Miura d'IC Net, Ltd, qui travaille en tant que chef de projet pour la JICA. « Ces efforts ne sont pas menés par les résidents et ils ne favorisent pas une meilleure compréhension du problème. Par ailleurs, si vous vous contentez d'apprendre à une personne les compétences nécessaires pour planter un arbre, elles sont rarement transmises. C'est pourquoi nous avons décidé de diffuser ces compétences à travers des formations ouvertes à tous. Cela incite les résidents à continuer de planter des arbres et de mettre en œuvre des mesures contre les *lavakas* là où c'est nécessaire ».

Les compétences enseignées lors de ces formations comprennent la



Miura (au second plan) rencontre des formateurs locaux. Les résidents qui terminent le cours pour devenir formateur local se voient remettre des certificats.

plantation d'arbres sur des pentes dénudées, la fabrication de fours améliorés pour réduire le volume de bois ou de charbon utilisé, la création de mesures de prévention des dommages causés par les *lavakas* ou encore la culture de litchis et l'élevage de poissons d'eau douce pour améliorer les moyens de subsistance. À ce jour, la formation a été organisée plus de 8 500 fois dans huit municipalités réparties dans deux régions, pour un nombre total de participants dépassant les 140 000. Miura se souvient du contexte dans lequel la formation a été créée : « Nous nous sommes concentrés sur un modèle favorisant la diffusion de l'information et des compétences à tous les résidents ».

Création d'un modèle favorisant les formations utiles

La formation suit un modèle tripartite où trois groupes de personnes prennent en charge un volet : la mise en œuvre, la gestion sur site et la formation locale. Les personnes responsables de la mise en œuvre appartiennent à un bureau dépendant du ministère de l'Agriculture ou du ministère de l'Environnement, ou bien à une ONG locale. Elles décident des compétences à diffuser au sein de chaque municipalité en se basant sur les besoins des résidents. Le personnel affecté auprès de chaque municipalité supervise la formation sur site, tandis que plus de 800 formateurs locaux, sélectionnés parmi les résidents, informent les habitants de leurs villages respectifs des modalités de la formation et dispensent les enseignements. La formation des formateurs locaux est assurée par les résidents disposant déjà des savoir-faire, notamment les participants d'anciens projets. En utilisant les ressources humaines locales pour communiquer des informations et développer les capacités, l'ensemble des résidents a pu être mobilisé.

En suivant les instructions des formateurs locaux, les résidents ont acquis des compétences telles que la création de lits de semences pour la plantation d'arbres ou la plantation de semis pré-cultivés dans les montagnes. Par ailleurs, au cours des formations sur les *lavakas*, des films éducatifs sont projetés aux résidents qui pensent que ces dommages relèvent de phénomènes divins pour les aider à comprendre qu'il ne s'agit pas d'une fatalité et que les personnes touchées ont à leur disposition des moyens de protection. Des formations pratiques ont été dispensées sur la construction d'ouvrages de retenue des terres, tels que des clôtures, avant la saison des pluies. Une mesure très utile selon Miura : « Les résidents qui ont vu les effets des clôtures en installent d'autres après la saison des pluies. Ces clôtures sont fabriquées avec des matériaux disponibles localement, ce qui permet aux résidents de gérer par eux-mêmes la construction et l'entretien et d'assurer une bonne continuité des activités ».

Grâce à cette formation, en quatre ans, 2 380 000 arbres ont été plantés, des clôtures pour la retenue des terres ont été installées dans plus d'une centaine de localités, 21 000 fours améliorés ont été fabriqués, et 23 000 plants de litchis et 120 000 alevins ont été produits. Les résidents sont satisfaits, non seulement ils ont tous les mêmes opportunités d'apprendre de nouvelles compétences, mais les compétences bénéficient en priorité à ceux qui en ont le plus besoin, contrairement aux formations précédentes. L'un des résidents nous raconte qu'il avait un statut social peu élevé dans le village, car il n'était pas propriétaire, mais qu'en devenant formateur local et en travaillant dur pour inciter tous les habitants à participer à la formation, il a gagné la confiance des autres résidents et a été élu conseiller municipal.

L'approche du projet mise au point par Miura et son équipe part du contexte local et consiste à tirer pleinement parti des ressources humaines et naturelles, à diffuser des compétences simples que les résidents peuvent mettre en pratique grâce aux formations ouvertes à tous, et à assurer un suivi pour garantir que les compétences sont acquises de manière pérenne.



Formation sur la fabrication de fours améliorés.

Aujourd'hui, cette approche est intégrée à des projets mis en œuvre par d'autres partenaires de développement dans le pays.

Une efficacité qui a également fait ses preuves dans des villages agricoles du Malawi

Un projet basé sur le même concept est également mis en œuvre au Malawi depuis 2013. Dans une zone rurale proche de la capitale économique du pays, Blantyre, la déforestation sauvage et la culture de variétés non adaptées à la topographie ont engendré une dégradation de la rétention de l'eau par les sols, ce qui provoque un phénomène d'érosion durant les pluies et une baisse des rendements agricoles. Le projet s'est donc fixé pour objectif de promouvoir auprès des agriculteurs le reboisement, la sylviculture et une pratique agricole respectueuse de l'environnement.

Par le passé, lors des projets de ce type, un petit nombre d'agriculteurs était formé, et ceux qui étaient choisis étaient censés diffuser les compétences auprès de leurs homologues. Ce projet adopte un modèle inverse. À la fin de l'année dernière, trois ministères du gouvernement du Malawi, dont le ministère de l'Environnement, avaient formé environ 3 000 agriculteurs pour qu'ils deviennent formateurs dans des villages cibles. Chaque formateur est responsable de 15 foyers agricoles afin que les compétences soient largement diffusées dans les villages. Les agriculteurs apprennent notamment à augmenter la rétention et la pénétration de l'eau de pluie et à prévenir l'érosion des sols en observant la direction, la longueur et l'espacement des crêtes le long des reliefs. Ils mettent immédiatement en pratique les compétences apprises dans leurs champs et poursuivent par eux-mêmes les efforts initiés par le projet.

En se basant sur les résultats obtenus dans ces deux pays, Masato Onozawa, qui travaille en tant que chef de projet chez IC Net, Ltd, déclare : « Une telle réussite par l'utilisation d'une méthode spécifique dans diverses sociétés africaines, au-delà des frontières nationales ou régionales, est sans précédent ». Cette formation, qui offre à tous l'opportunité d'apprendre des compétences tout en encourageant la compréhension et la résolution des problèmes locaux par les résidents, permet de protéger les forêts, les sols et les moyens de subsistance.



Des agriculteurs au Malawi rassemblent des cailloux pour construire un barrage de correction afin de réduire l'érosion des sols due à la culture sur une pente abrupte. L'effet de chaque barrage pris individuellement est limité, mais il peut être augmenté si les résidents coopèrent pour en construire un grand nombre.



Tengenenge, au Zimbabwe, l'une des zones cibles des projets de coopération technique du Japon. La population locale d'une communauté exécute des danses traditionnelles pour les touristes. (Photographie : Akihito Yoshida)

Renforcer la coopération pour le développement du tourisme : Relever les défis communs

Les dunes rouges vertigineuses du Namib, le plus vieux désert du monde ; les chutes Victoria hautes de 108 mètres, parmi les plus grandes du monde ; le Monument national du Grand Zimbabwe et de nombreux autres vestiges historiques. L'Afrique australe est une véritable « mine d'or du patrimoine mondial » dont tous les trésors nous inspirent une image majestueuse de l'Afrique. Pourtant, en 2015, l'Afrique australe ne représentait que 2 % du marché mondial du tourisme. À l'heure actuelle, les nombreuses attractions touristiques de la région ne sont pas pleinement exploitées à cause de l'absence d'un certain nombre d'éléments essentiels à l'industrie touristique tels que des études de marché, des ressources humaines disposant des compétences adaptées, et des infrastructures de transport comme des aéroports et des routes.

En réponse, l'Organisation régionale du tourisme d'Afrique australe (Regional Tourism Organisation of Southern Africa ou RETOSA) a été créée en 1996 sous l'autorité du comité chargé du tourisme de la Communauté de développement d'Afrique australe (CDA). Afin de promouvoir un tourisme transfrontalier en Afrique australe, RETOSA travaille sur le développement conjoint de ressources touristiques par-delà les frontières nationales et sur un système permettant aux touristes d'aller d'un pays à un autre de la région sans visa. RETOSA cherche également, à travers le tourisme, à résoudre les problèmes communs aux pays d'Afrique australe, tels que la création d'emplois, l'augmentation des revenus et la réduction des inégalités, grâce au tourisme communautaire (TC). Le TC envisage le tourisme comme un secteur devant bénéficier à l'ensemble des communautés locales. Pour soutenir cette initiative, la JICA envoie depuis 2014 auprès de RETOSA des conseillers en matière de développement du tourisme durable et de marketing régional en Afrique australe.

Les trois piliers des activités des conseillers de la JICA sont : (1) la

formulation d'une stratégie de développement du TC, (2) la formulation d'une stratégie de marketing et de promotion du tourisme ciblant principalement le marché japonais, et (3) le renforcement des capacités du secrétariat de RETOSA. Des « Lignes directrices pour le développement du tourisme communautaire » ont d'ores et déjà été rédigées et publiées. Pour le deuxième pilier, afin d'évaluer le niveau de satisfaction des visiteurs, une enquête a été menée dans des aéroports d'Afrique australe auprès de 300 touristes du Japon et d'autres pays d'Asie. Des lignes directrices ont ensuite été créées pour promouvoir le tourisme dans la région de l'Afrique australe auprès du marché du tourisme d'Asie de l'Est en se basant sur les résultats de cette enquête. Yoshihito Urano, alors conseiller de la JICA sur la formulation de projets se souvient : « Les résultats de l'enquête ont montré un véritable manque d'informations touristiques sur l'Afrique australe au Japon. Nous avons donc concentré nos efforts sur des activités de promotion auprès du marché japonais, notamment avec la participation de RETOSA au salon Tourism EXPO Japan, l'un des plus grands événements du secteur en Asie. Cela a permis aux représentants de RETOSA de comprendre l'efficacité des activités de promotion basées sur les études de marché ».

Un tourisme communautaire, développé et géré par les résidents locaux

Aujourd'hui, plusieurs pays, dont le Zimbabwe, s'efforcent de promouvoir le TC. Des projets touristiques, comme la gestion d'installations dédiées à la présentation de la culture traditionnelle, ont déjà été mis en œuvre par les communautés locales dans près de 150 zones du Zimbabwe avec le soutien du gouvernement et d'autres organisations. Depuis 2008, cependant, 90 % de ces projets locaux ont été abandonnés à cause de la dégradation de la situation économique, entre autres raisons. Pendant deux ans, à partir de 2015, le Japon a mené un projet de coopération technique au Zimbabwe visant à formuler un plan directeur sur la mise

Tirer les bénéfices des attractions touristiques d'exception

Les pays d'Afrique australe souhaitent développer leurs ressources touristiques. Ils espèrent notamment à travers cet objectif créer des emplois et augmenter leurs revenus, mais de nombreux défis, tels que la formation de ressources humaines qualifiées et la construction d'infrastructures, doivent être surmontés. Pour développer ce secteur prometteur, le Japon assure une coopération qui s'appuie sur le tourisme communautaire (TC) afin de produire des bénéfices pour l'ensemble de la communauté.



À Tengenenge, il est possible de s'initier à la sculpture traditionnelle du peuple Shona ou d'admirer les œuvres des artistes locaux (à droite). (Photographie : Akihito Yoshida)

en place du TC et le renforcement des capacités du ministère du Tourisme et de l'industrie hôtelière.

Les conseillers de la JICA auprès de RETOSA ont également coopéré à ce projet pour sélectionner quatre sites à travers des discussions avec l'équipe d'experts japonais et le ministère. Dans ces quatre sites, une approche du tourisme s'appuyant sur les ressources locales de chaque communauté a été adoptée par le biais de projets pilotes. L'experte Kayo Murakami explique : « J'étais chargée d'une zone appelée "Chesvingo". En tirant parti de l'emplacement stratégique de cette zone, à 10 minutes de voiture du Monument national du Grand Zimbabwe, inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO, nous avons ciblé les touristes d'Europe et des États-Unis ainsi que les élèves qui visitent les ruines dans le cadre d'un voyage scolaire ».

Dans un premier temps, des ateliers ont été organisés avec les résidents pour préparer des itinéraires touristiques présentant les atouts naturels et culturels locaux. Murakami se rappelle des différences culturelles qu'elle a ressenties entre le Japon et le Zimbabwe en travaillant sur ce projet : « Nous avons divisé les résidents en plusieurs groupes qui ont préparé des cartes en empruntant directement les itinéraires pressentis. À ma grande surprise, l'un des groupes a préparé un itinéraire de sept heures. Il était tout à fait normal pour eux de marcher deux heures dans

une direction pour aller au travail, à l'école, ou faire ses courses ». Elle se souvient également d'un autre incident : « Nous avons demandé à un artiste local de dessiner quelque chose sur la carte touristique, mais l'artiste disait ne pas pouvoir, car il n'avait pas l'habitude de dessiner sur une feuille aussi petite qu'un format A4. Nous avons donc photographié ce qu'il a dessiné pour l'insérer ensuite sur la carte ».

Une formation pour les guides locaux a également été initiée. « Après avoir visité le Monument national du Grand Zimbabwe pendant la formation », se souvient Murakami, « nous leur avons fait jouer les guides lors d'un petit jeu de rôles. En jouant pour ma part le rôle d'une touriste, j'essayais d'exagérer mes impressions autant que possible pour leur faire comprendre ce qui peut intéresser ou surprendre un étranger ». À travers les activités du projet, telles que les formations et les ateliers, la plus jeune génération de la communauté a découvert la valeur des ressources touristiques de sa région et commencé à éprouver un sentiment de fierté.

L'objectif ultime est de promouvoir le tourisme en attirant à la fois les visiteurs et les résidents locaux tout en tirant pleinement parti des atouts naturels et culturels de l'Afrique australe.



Les représentants de RETOSA et leurs assistants au salon Tourism EXPO Japan. Grâce à un reportage dans un média japonais, ils ont pu faire connaître leurs activités auprès d'un large public.

Vestiges historiques exposés dans la mairie de Bulawayo, la deuxième ville du Zimbabwe. (Photographie : Akihito Yoshida)

La TICAD 7 aura lieu en 2019 !

Une initiative japonaise pour une Afrique prospère et en pleine santé

Approche
SHEP

Améliorer les moyens de subsistance des agriculteurs grâce à une agriculture commerciale



Étude de marché menée par un agriculteur au Malawi. Dans le cadre de l'approche SHEP, les agriculteurs vont eux-mêmes sur les marchés et collectent diverses informations telles que le type de produits demandés et les prix du marché.

Le projet de promotion et d'autonomisation des petits exploitants horticoles (SHEP) est né d'une coopération technique mise en œuvre par la JICA au Kenya, en 2006, afin d'améliorer les revenus des petits exploitants agricoles. Cette approche, caractérisée par un changement de mentalité des agriculteurs qui sont incités à « cultiver pour vendre » et non plus simplement à « cultiver et vendre », s'appuie notamment sur des études de marché menées directement par les exploitants et sur des formations visant à (a) favoriser l'égalité des sexes au sein des couples d'agriculteurs et (b) gérer une agriculture commerciale. Grâce à ce projet, environ 2 500 agriculteurs ont vu leurs revenus doubler.

Ces dernières années, de nombreux pays d'Afrique ont travaillé sur la promotion d'une agriculture orientée sur le marché. Lors de la TICAD V, en 2013, le Japon a décidé de faire de l'extension de SHEP à l'échelle régionale l'un des piliers de sa coopération en Afrique.

La JICA a commencé par organiser des formations au Japon et au Kenya pour les agents administratifs chargés des services de vulgarisation agricole dans plusieurs pays du continent. Les participants préparaient des plans d'activités en utilisant le concept SHEP avant de les mettre en œuvre chez eux.

Le Malawi, où 80 % de la population active travaille dans l'agriculture, est l'un des pays ayant adopté SHEP. Les plans d'activités préparés par les participants du Malawi, incluant des études sur les besoins des agriculteurs et le choix des cultures, ont été appliqués dans quatre provinces modèles. Cela s'est traduit par une augmentation des moyens de subsistance, le regroupement de petits exploitants pour vendre les cultures et une amélioration globale de la qualité des produits. Parallèlement au développement d'un système pour la mise en œuvre continue de SHEP et

le renforcement des capacités des responsables du ministère de l'Agriculture, la JICA a assuré une coopération technique pour établir l'approche originale SHEP en se basant sur la situation du Malawi, tout en composant avec des limitations de budget et de ressources humaines. Diverses initiatives sont menées, notamment des formations sur l'égalité des sexes et la gestion du budget familial, des études de marché et l'organisation de conférences réunissant des agriculteurs et des représentants du marché.

De plus, des experts japonais ont été envoyés en Afrique du Sud pour fournir des conseils techniques, non seulement à des citoyens d'Afrique du Sud, mais également à d'autres participants de pays d'Afrique australe tels que la Namibie, le Lesotho et le Zimbabwe, ainsi que pour soutenir les activités de vulgarisation agricole utilisant SHEP.

La JICA continuera de promouvoir l'utilisation de SHEP tout en menant activement des activités de RP en collaboration avec divers partenaires, notamment des entreprises impliquées dans la vulgarisation agricole au niveau local et des instituts de formation pour les agents chargés de la vulgarisation, afin d'instaurer une agriculture commerciale.



Formation animée par un agent chargé de la vulgarisation pour un groupe d'agriculteurs de Mchinji, au Malawi.

La septième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 7) aura lieu à Yokohama, au Japon, en 2019. La TICAD VI, qui a eu lieu en 2016, a défini trois piliers pour la coopération japonaise en Afrique : (1) la promotion de la transformation économique structurelle par la diversification économique et l'industrialisation ; (2) la promotion des systèmes de santé résilients pour la qualité de vie ; et (3) la promotion de la stabilité sociale pour une prospérité partagée. Nous présentons ici les initiatives de promotion de l'agriculture et de lutte contre les maladies infectieuses que la JICA souhaite étendre à toute l'Afrique conformément à ces trois piliers.

Couverture
santé
universelle
(CSU)

Renforcer les fonctions des centres de recherche afin de lutter contre les maladies infectieuses



Recherche conjointe sur les zoonoses virales en Afrique menée par l'École de médecine vétérinaire de l'Université de Zambie et l'Université d'Hokkaido.

L'épidémie de maladie à virus Ebola qui a frappé l'Afrique en 2014 a rappelé avec force à la communauté internationale l'importance de la préparation et de la réponse aux crises de santé publique. Dans ce contexte de regain de prise de conscience, le Japon a formulé, en 2016, une politique de base et un plan pour renforcer les mesures de lutte contre les maladies infectieuses. Lors de la TICAD VI, le Japon a annoncé la promotion sur le continent africain de la couverture santé universelle (CSU) visant à créer une société où tout le monde peut bénéficier des services de santé de base, ainsi qu'une aide pour améliorer les capacités de préparation et de réponse aux crises de santé publique. En réponse, et dans le cadre de cette aide, la JICA a lancé le partenariat pour le renforcement de la résilience face aux urgences de santé publique par le biais de la recherche et de l'éducation avancées (Partnership for Building Resilience against Public Health Emergencies through Advanced Research and Education ou PREPARE).

Actuellement, dans le cadre de PREPARE, la JICA travaille sur (1) le renforcement des fonctions des grands laboratoires nationaux qui servent également de laboratoires régionaux pour la lutte contre les maladies infectieuses en Afrique, (2) le développement à moyen et long terme des ressources humaines pour lutter contre les maladies infectieuses à travers l'accueil d'étudiants étrangers dans des universités japonaises, et (3) la contribution à des initiatives régionales et internationales telles que les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (CACM) récemment établis. Pour commencer, il sera mis en œuvre dans cinq pays : le Kenya, le Ghana et la Zambie, où le Japon mène des activités de coopération de longue date, et la République démocratique du Congo et le Nigéria, où un soutien accru aux laboratoires et autres installations est prévu. PREPARE sera ensuite étendu à d'autres pays d'Afrique, mais aussi d'Asie et d'Amérique Centrale et du Sud.

Depuis les années 1980, le Japon apporte une coopération pour l'un de ces laboratoires régionaux, l'École de médecine vétérinaire de l'Université de Zambie. Les activités d'aide comprennent la construction d'installations, la fourniture d'équipements et le développement des ressources humaines. En 1982, avant le début de la coopération technique, la Zambie ne comptait que huit vétérinaires ; dix ans plus tard, leur nombre est passé à 80, et ils sont plus de 350 aujourd'hui. Actuellement, l'École de médecine vétérinaire participe à un projet de recherche conjoint avec l'Université d'Hokkaido afin d'améliorer les capacités de recherche et de surveillance des zoonoses virales (maladies infectieuses pouvant se transmettre aux humains et aux animaux).

En 2017, trois personnes du ministère zambien de la Santé et de l'Institut central de recherche vétérinaire ont étudié à l'Université d'Hokkaido. À l'avenir, elles mèneront leurs propres tests et recherches et seront responsables de la formation de leurs successeurs. Cela devrait améliorer la qualité des mesures de lutte contre les maladies infectieuses en Zambie. Le but pour l'École de médecine vétérinaire de l'Université de Zambie est de devenir la référence en matière de formation pour la préparation contre les maladies infectieuses auprès des organismes de santé d'Afrique australe tout en renforçant le réseau de laboratoires de la région.



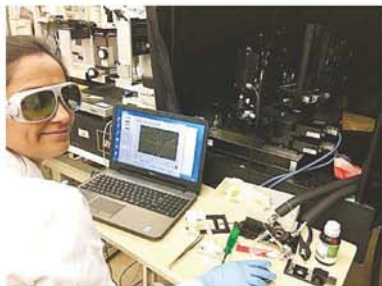
Réunion préparatoire du programme PREPARE organisée par la JICA à Nairobi, la capitale du Kenya, en 2017.

TENDANCES



Inde

Une collaboration avec l'IIT-H contribue à la réalisation de recherches innovantes



En février dernier, la découverte d'un nouvel alliage extrêmement résistant et ductile a suscité un vif intérêt au niveau international suite à la parution d'un article de *Scientific Reports*, une revue en ligne publiée par l'un des plus grands éditeurs scientifiques mondiaux, Springer Nature. Cette découverte est le fruit de recherches conjointes entre l'Institut indien de technologie d'Hyderabad (IIT-H), soutenu par la JICA, et l'Université de Kyoto, et plus particulièrement des travaux du Dr Pinaki Prasad Bhattacharjee et du Dr Nobuhiro Tsuji. L'utilisation de cet alliage pourrait permettre la construction d'automobiles et d'avions à la fois plus légers et plus sûrs, c'est pourquoi les nouveaux résultats de ces travaux conjoints sont très attendus.

Les recherches sur ce nouvel alliage sont soutenues par la JICA dans le cadre du projet des futurs chercheurs de l'IIT-H pour le renforcement du réseau de développement par des bourses japonaises, commencé en 2012 afin de promouvoir des partenariats industrie-université entre le Japon et l'Inde. L'aide de la JICA à l'IIT-H

Divya Anand participe à un projet de recherche internationale dans le cadre d'un programme de doctorat à l'Université de Kyoto.

à pour ambition de créer des réseaux entre les chercheurs et de construire des installations tout en multipliant les opportunités de partenariats entre l'industrie et les milieux académiques au Japon et en Inde. Douze universités japonaises de haut niveau portent ce projet en permettant à des étudiants indiens de participer à des recherches conjointes de pointe, des conférences spéciales et des ateliers. À ce jour, près de 200 chercheurs du Japon et de l'IIT-H ont voyagé d'un pays à l'autre pour travailler ensemble.

Créés pour renforcer les ressources humaines en ingénierie du pays, les Instituts indiens de technologie (IIT) sont les établissements d'enseignement supérieur les plus prestigieux pour la formation des ingénieurs en Inde. Les étudiants diplômés de ces instituts sont très recherchés en Inde et à l'étranger. Au Japon, où la demande en ressources humaines de haut niveau, notamment dans les domaines de l'intelligence artificielle et de la cybersécurité, augmente rapidement, les partenariats avec les IIT font l'objet de fortes attentes.



Bangladesh

Soutien à l'approvisionnement en eau à grande échelle d'un camp de réfugiés au Myanmar



Depuis août 2017, près de 800 000 personnes auraient fui l'État de Rakhine, au Myanmar, pour se rendre au Bangladesh. La JICA coopère avec le gouvernement du Bangladesh et d'autres agences internationales pour venir en aide aux évacués et aux communautés hôtes de la région. Une étude menée dans le camp de Kutupalong, abritant près de 600 000 personnes à Ukhia, dans le district de Cox Bazar, au sud-est du Bangladesh, a montré que les puits tubulaires peu profonds creusés à la hâte s'assèchent après la saison des pluies et que la majorité d'entre eux sont contaminés par la bactérie E. coli.

En réponse à cette situation critique, la JICA a décidé d'améliorer l'approvisionnement en eau salubre du camp en creusant un puits tubulaire profond de 400 mètres, en posant 5 190 mètres de canalisations et en installant 216 robinets. La cérémonie de lancement des travaux a déjà eu lieu et, lorsqu'ils arriveront à leur terme, le système d'approvisionnement en eau, qui comptera parmi les plus grands du camp, alimentera

près de 40 000 personnes. La JICA creusera le puits tubulaire profond dans le cadre d'un projet de don et confiera à l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) la construction des installations d'approvisionnement.

Avant de déployer cette aide, la JICA a assuré une formation de pré-affectation sur les soins infirmiers en cas de catastrophe pour les infirmiers envoyés en mission dans le camp et fourni des équipements pour la prévention des maladies infectieuses. La JICA a également fourni des équipements pour le dépistage de maladies non transmissibles (telles que le cancer, le diabète, les maladies cardiovasculaires et les maladies respiratoires) à l'hôpital du district utilisé par les évacués et les résidents locaux. Parallèlement, la JICA prépare une aide pour les gouvernements locaux affectés par l'afflux massif de personnes évacuées, notamment en réparant des infrastructures locales et en fournissant des machines et du matériel aux établissements d'enseignement.

Un puits creusé à côté de toilettes. La proximité des deux installations pose des problèmes sanitaires.



PALM 8

Entretien du président Kitaoka avec des dirigeants du Pacifique à l'occasion de la PALM 8



Le président de la JICA, Shinichi Kitaoka, a rencontré les dirigeants de 13 États insulaires du Pacifique lors de la huitième réunion des dirigeants des Îles du Pacifique (PALM 8), à Iwaki dans la préfecture de Fukushima au Japon, les 18 et 19 mai, afin de discuter des activités de la JICA et d'échanger des opinions sur l'élaboration de politiques en vue d'une coopération future.

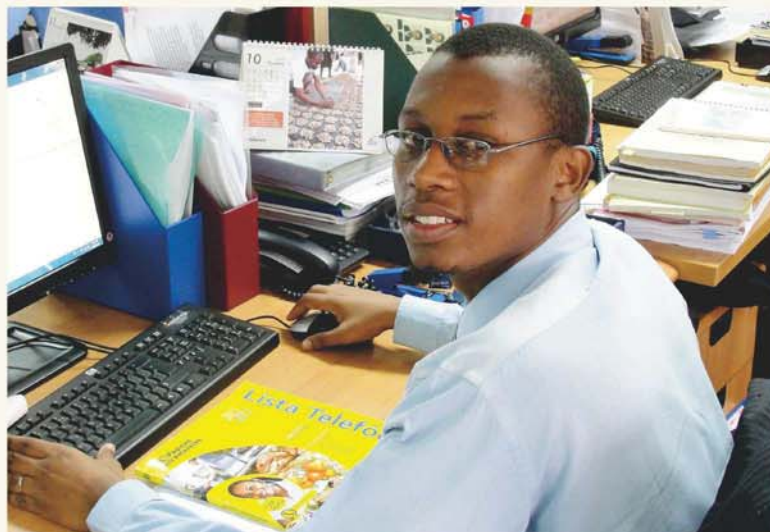
Le premier jour, le premier ministre des Samoa, Sailele Malielegaoi, a fait part de son intérêt pour la coopération en matière d'infrastructures portuaires. Le président des Palaos, Tommy Remengesau, a déclaré attendre avec impatience les premiers résultats d'un plan basé sur une étude de la JICA sur les énergies renouvelables ainsi que le renforcement de la coopération actuelle pour l'agriculture et la pêche. La présidente des Îles Marshall, Hilda Heine, a exprimé sa gratitude pour la coopération de la JICA et évoqué l'importance du développement des infrastructures. Le président des Kiribati, Taneti Maamau, a salué le plan de développement national en cours de finalisation. Avec Peter O'Neill, premier ministre de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Shinichi Kitaoka a évoqué la réunion des dirigeants économiques du quinzième Forum de la Coopération économique pour

l'Asie-Pacifique ainsi que les projets d'infrastructures menés actuellement.

Le deuxième jour, le président de la République de Nauru, Baron Waqa, a évoqué le changement climatique et demandé une coopération pour les infrastructures. Le président de la Micronésie, Peter Christian, s'est montré vivement intéressé par la coopération japonaise pour la production électrique et l'enseignement du japonais. Charlot Salwai, premier ministre du Vanuatu, a remercié le président de la JICA pour la construction récente d'un nouveau port de fret. Avec le premier ministre des Tuvalu, Enele Sopoaga, les discussions étaient centrées sur l'impact du changement climatique et les mesures politiques envisageables compte tenu du contexte mondial. Le premier ministre des Îles Salomon, Rick Houenipwela, a quant à lui salué les activités menées par les volontaires de la JICA. Enfin, le vice-premier ministre des Tonga, Semisi Silka, a souhaité une large diffusion de la coopération japonaise en matière de réduction des risques de catastrophe à d'autres pays insulaires du Pacifique.

La JICA accorde beaucoup d'intérêt à ces échanges et souhaite vivement poursuivre ces discussions et les intégrer à la mise en œuvre d'une coopération dynamique au sein de la région Pacifique.

La JICA promeut les énergies renouvelables dans les pays insulaires du Pacifique.



Elisio Chiunze

Chargé de programme, bureau de la JICA au Mozambique

Elisio Chiunze, âgé de 40 ans et originaire de Maputo, la capitale du Mozambique, est chargé de programme pour les projets du secteur de l'énergie et des transports, y compris des projets de prêts d'APD, au bureau de la JICA au Mozambique. Attiré par l'opportunité de bâtir des ponts entre le Mozambique et le Japon, il a rejoint la JICA en 2011 et ressent aujourd'hui encore l'excitation et le privilège de contribuer directement au développement de son pays.

Comme tous les pays d'Afrique australe, le Mozambique fait face à de nombreux défis de développement qu'il s'efforce de surmonter en s'appuyant sur la stratégie nationale de développement du Mozambique. Cette stratégie définit l'approche intégrée du gouvernement qui consiste à créer des zones économiques spéciales en fonction du potentiel de chaque région, et à établir des parcs industriels le long des corridors de développement. Pour compléter cette stratégie, la JICA a introduit le concept de développement régional afin de stimuler les efforts de réduction de la pauvreté, et elle concentre son énergie sur le corridor de Nacala, au nord du Mozambique.

Le travail de Chiunze en tant qu'agent de la JICA comprend l'élaboration, la négociation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de projets clés pour le développement dynamique et inclusif du Mozambique et du corridor de Nacala. Il se concentre plus particulièrement sur la construction et l'amélioration des axes routiers et des ponts importants, la réhabilitation et le renforcement de la gestion portuaire, ainsi que sur la production d'énergie et l'amélioration de sa qualité. Parallèlement, il veille au lissage des décaissements des prêts d'APD de la JICA tout en aidant les

organismes mozambicains pour les procédures de remboursement.

Optimiste, Chiunze pense que les dispositifs de coopération mis en œuvre au Mozambique et en Afrique australe fonctionneront de manière autonome dans un avenir proche. De plus, il a le sentiment qu'au niveau local, là où l'information est disponible, les efforts de coopération de la JICA sont très bien reçus, dans la mesure où ils contribuent, directement et indirectement, à l'amélioration des conditions de vie d'un grand nombre de personnes. Cependant, en raison du manque d'accès à diverses sources de médias, il reste encore beaucoup à faire pour promouvoir le travail de la JICA dans les zones rurales.

De toutes les activités de la JICA auxquelles il a participé, Chiunze est plus particulièrement fier de l'harmonisation des stratégies de développement menée actuellement pour les corridors de développement régionaux. Ces corridors intègrent plusieurs projets, ce qui démultiplie les résultats de la coopération et permet de toucher un grand nombre de personnes issues de diverses couches sociales. Les projets de la JICA dans le corridor de Nacala suscitent un intérêt et attirent des investissements du Mozambique et de l'étranger. Ces projets sont considérés comme une réussite sur le plan du développement économique, conformément aux stratégies de réduction de la pauvreté du Mozambique.

Chiunze est très motivé à l'idée de savoir qu'en faisant son travail efficacement, il exerce un effet positif sur le Mozambique et les pays voisins enclavés. Le fait que son travail contribue à l'harmonisation des stratégies de coopération et renforce les liens d'amitié entre le Japon et le Mozambique lui procure également une grande satisfaction.

Le partenariat entre la CDAA et la JICA stimule le développement des infrastructures en Afrique australe

Dr Stergomena Lawrence Tax*

Les principaux objectifs de la Communauté de développement d'Afrique australe (CDAA) sont la promotion d'une croissance économique équitable et durable ainsi qu'un développement socio-économique permettant une réduction de la pauvreté, et à terme son éradication, une amélioration du niveau et de la qualité de vie des populations d'Afrique australe, et un soutien aux personnes socialement désavantagées à travers l'intégration régionale. À cet égard, le développement des infrastructures et des services de la région est considéré comme l'une des stratégies clés pour encourager l'intégration économique régionale et la réduction de la pauvreté au sein de la CDAA.



Nacala, élaboré grâce à la coopération technique de la JICA, vise à promouvoir un développement régional qui transcende les frontières administratives à travers l'instauration de réseaux intégrés d'infrastructures dans des secteurs économiques divers. La mise en place de systèmes de transport multimodaux ; le développement des infrastructures urbaines, notamment pour l'eau et l'électricité ; la promotion d'une agriculture durable ; et la formation des ressources humaines figurent

Afin d'atteindre ces objectifs, la CDAA a adopté le plan directeur pour le développement des infrastructures régionales (Regional Infrastructure Development Master Plan ou RIDMP) 2013-2027 à l'occasion de son 32^e sommet ordinaire organisé en août 2012 à Maputo, au Mozambique. Le RIDMP est un plan directeur de 15 ans guidant la mise en œuvre de projets d'infrastructures transfrontaliers de 2013 à 2027. Il est divisé en trois périodes de cinq ans : une à court terme (2012-2017) ; une à moyen terme (2017-2022) ; et une à long terme (2022-2027). Il a pour objectif de développer les infrastructures dans des secteurs clés tels que l'énergie, les transports, les télécommunications, l'approvisionnement en eau et le tourisme afin de faciliter l'intégration régionale.

Pour concrétiser le RIDMP, la CDAA promeut les partenariats avec des acteurs locaux, régionaux et internationaux, notamment le secteur privé et les partenaires de coopération internationaux. Le gouvernement japonais, par l'intermédiaire de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), compte parmi les principaux partenaires de notre organisation, et il a été à l'écoute des appels de la CDAA pour le développement des infrastructures et la facilitation des projets en Afrique australe. Le long des principaux corridors de la région, la JICA soutient le renforcement des infrastructures et assure une coopération technique, notamment pour la formulation de plans directeurs des corridors de développement. Le plan directeur du corridor de développement de

Nacala, élaboré grâce à la coopération technique de la JICA, vise à promouvoir un développement régional qui transcende les frontières administratives à travers l'instauration de réseaux intégrés d'infrastructures dans des secteurs économiques divers. La mise en place de systèmes de transport multimodaux ; le développement des infrastructures urbaines, notamment pour l'eau et l'électricité ; la promotion d'une agriculture durable ; et la formation des ressources humaines figurent parmi les priorités. L'accent est également mis sur le développement social et la gestion environnementale afin de parvenir à un développement inclusif.

Avec l'aide de la JICA, la CDAA a introduit et utilise le « Guide de référence des postes de contrôle juxtaposés ». Cela a permis à la CDAA d'appliquer le concept de poste frontière à guichet unique (PFGU) sur tous les points névralgiques des corridors. Le concept de PFGU fait référence au cadre juridique et institutionnel, aux infrastructures et aux procédures qui permettent aux marchandises, aux personnes et aux véhicules de s'arrêter à un seul endroit pour accomplir les formalités imposées par les lois nationales et régionales en vigueur pour quitter un État et entrer dans l'État voisin. Actuellement, plus de 80 PFGU ont été planifiés ou établis à divers endroits en Afrique afin de réduire les délais et les coûts du passage des frontières le long des principaux corridors. Parmi eux, trois postes frontières situés sur le corridor nord-sud de l'Afrique australe, à savoir celui de Chirundu, de Beitbridge et de Kazungula, bénéficient d'une aide de la JICA.

La CDAA a conscience du fait que la région ne peut pleinement atteindre son potentiel de croissance économique qu'à condition d'accroître ses infrastructures et ses services, c'est pourquoi elle continue d'encourager les partenariats à travers ses efforts pour la mise en œuvre des programmes d'infrastructures prioritaires exposés dans le RIDMP.

*Le Dr Stergomena Tax est secrétaire exécutive de la CDAA et ancienne étudiante émérite de l'Université de Tsubuka, au Japon. Pour plus d'informations sur la CDAA, voir le site : www.sadc.int